Des rumeurs lourdes de conséquences

Par JFB le lun 23/01/2012 - 11:47

Gel des dépôts bancaires

Les tous premiers jours de cette nouvelle année ont vu les dépôts dans les banques slovaques, autrichiennes et même roumaines augmenter soudainement. La raison : des informations se sont propagées sur le gel des dépôts bancaires par le gouvernement et par conséquent de nombreux hongrois ont transféré leur épargne à l'étranger.

La nouvelle année a mal commencé pour le forint qui a chuté à des niveaux historiques. Plusieurs facteurs ont favorisé cette situation de crise : l'accord de la Hongrie avec le FMI est dans une impasse ; la commission européenne impose un ultimatum à la Hongrie pour qu'elle retire 3 de ses lois sous menace de sanctions ; les relations avec les Etats-Unis se dégradent également ; la dette souveraine hongroise a été dégradée par les trois agences de notation Moody's, Standard & Poor's et Fitch au niveau d'investissement spéculatif. Résultat : le coût pour s'assurer contre un risque de défaut (CDS) de la Hongrie continue d'augmenter et, au 5 janvier 2012, l'Euro a grimpé au niveau inédit de 324,27 forint.

Fuite des capitaux

Cette situation politique et économique chaotique constitue un terreau idéal pour toutes les rumeurs. Ainsi donc, après l'étatisation des fonds de pension privés, la nouvelle s'est répandue que le gouvernement se disposait à geler tous les dépôts bancaires. Beaucoup de hongrois ont pensé alors qu'il était plus sûr de retirer leur épargne des banques hongroises. Beaucoup se sont donc adressés aux agences bancaires autrichiennes, slovaques et roumaines transfrontalières pour obtenir des conseils sur le placement de leur épargne. Dans les premiers jours de janvier, les banques autrichiennes ne pouvant répondre à cet afflux soudain fixaient des rendez-vous avec des délais d'attente pouvant aller jusqu'à deux semaines. De nombreux

hongrois ont transféré quant à eux directement leur argent sur des comptes étrangers, en bénéficiant ainsi de taux d'intérêt moins élevés. Résultat : plusieurs milliards de forints ont ainsi été retirés des banques hongroises.

Mobilisation politique

Les différents partis politiques ont tenté de rétablir la situation et d'éviter la catastrophe. Le 5 janvier 2012, István Józsa, président-adjoint du groupe parlementaire MSZP, a demandé aux citoyens de maintenir leur épargne dans les banques hongroises. Parallèlement, il a déclaré que son parti demanderait la convocation d'une session extraordinaire du Parlement le 16 janvier 2012 afin d'introduire dans l'ordre du jour l'adoption d'une loi sur la protection des dépôts bancaires. Attila Mesterházy, président du MSZP, a confirmé cette initiative à laquelle s'est joint également le LMP. Le MSZP s'est engagé par ailleurs à faire annuler la loi votée récemment touchant à l'indépendance de la banque centrale. Bien sûr, le gouvernement a réagi aussi aux rumeurs. Le 5 janvier, György Matolcsy, ministre de l'Economie nationale, András Simor, président de la Banque Centrale, Károly Szász, président du PSZÁF (Autorité de Contrôle des Institutions Financières) et Dániel Gyuris, vice-président de la Bankszövetség (Association des banques) se sont ainsi réunis pour analyser la situation. Dans un communiqué commun, ils ont déclaré que le système bancaire en Hongrie était stable et fort.

Le 6 janvier 2012, Viktor Orbán, le Premier ministre, a rencontré de son côté András Simor, György Matolcsy, Tamás Fellegi, le ministre en charge des négociations avec le FMI et le Secrétaire d'Etat qui lui est rattaché, Mihály Varga. Le premier ministre a ainsi pu revoir le président de la Banque Centrale avec qui il est ouvertement en conflit. Orbán a déclaré que le rôle de la Banque Centrale était de stabiliser le système bancaire et que le gouvernement lui apporterait son soutien dans ce sens. Le même jour, lors d'une conférence de presse, András Giró-Szász, porte-parole du gouvernement, a démenti la rumeur selon laquelle le gouvernement souhaiterait étatiser les dépôts bancaires. Il a indiqué que ceux qui répandent de telles rumeurs doivent assumer la responsabilité de leurs paroles. Giró-Szász a confirmé que l'OBA (Fond nationale d'assurance des dépôts) assurait tous les dépôts bancaires jusqu'à 100.000 euros.

Après une telle mobilisation, les rumeurs autour d'une prise de contrôle des dépots bancaires devraient cesser, mais les capitaux partis reviendront-ils ?

Rita Szabó

- Catégorie
  Agenda Culturel